

DÉLIBÉRATION 2018 18 - Amendée en séance

Délibération portant sur le constat de la notification par la société Autolib' du défaut d'intérêt économique de la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques, sur le refus de verser la compensation spécifiée à l'article 63.2.2. de cette convention et sur le constat, en conséquence, de la résiliation de la convention

Séance du Comité Syndical du 21 juin 2018

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Syndicat Autolib' Velib' Métropole a conclu avec le groupe Bolloré, à travers la société Autolib', en mars 2011 un contrat de délégation de service public ayant pour objet la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

Ce service public dénommé Autolib' avait pour finalité de développer une nouvelle mobilité publique partagée, respectueuse de l'environnement et innovante sur le territoire francilien.

Initialement, le contrat avait été construit afin que le service fonctionne sans aucun fonds public, hors dépenses d'investissement liées à l'installation des stations. Le plan d'affaires conventionnel remis par l'entreprise, au début du contrat, prévoyait même au terme de celui-ci soit en 2023, un bénéfice net de 56,3M€. Par ailleurs, le contrat stipulait qu'au-delà d'un déficit de 60M€ pris en charge directement par le délégataire, la charge supplémentaire reviendrait aux collectivités membres.

Le plan d'affaires initial du groupe Bolloré comprenait des objectifs de performances ambitieux :

- Un nombre d'abonnés en croissance jusqu'en 2019 puis stable ensuite,
- Plus de 100 000 abonnés Premium à partir de 2016 et atteignant les 120 000 dès 2019,
- 0,3 utilisation par jour par abonné Premium,
- Une durée de location moyenne de 50mn par trajet,
- Un chiffre d'affaires dépassant les 100 millions d'euros annuels à partir de 2016.

Le plan d'affaires initial prévoyait à partir de 2018 un partage des résultats excédentaires entre le délégataire et le SAVM d'un montant total de + 27 M€ répartis sur les années 2018 à 2022.

Chaque année, un plan d'affaires actualisé devait être soumis au Syndicat pour agrément, tenant compte d'une part du réalisé sur l'année précédente, et d'autre part des actualisations des hypothèses pour le futur.

Malgré l'adhésion des usagers au service, dès les premières années, le nombre et la durée des trajets se sont révélés en-dessous des prévisions initiales du groupe Bolloré.

Ce contexte évolutif concurrentiel a poussé le Syndicat à alerter le délégataire qui a toutefois longtemps soutenu être en capacité de redresser la situation. Pour appuyer ce propos, les plans d'affaires actualisés adressés par l'entreprise au Syndicat en 2014 et 2015 ne faisaient état d'aucun déficit à la charge des collectivités locales.

Ces plans d'affaires actualisés comprenaient d'une part les dépenses et recettes effectuées depuis la mise en service et imputables aux comptes de la DSP et d'autre part une actualisation des hypothèses des mêmes postes jusqu'à l'échéance du contrat en mars 2023. Dès le premier plan d'affaires actualisé transmis en 2014, le Syndicat a procédé chaque année aux analyses des comptes et pointé certains postes dont l'imputation aux comptes de la DSP étaient discutables et nécessitant des ajustements correctifs.

Parallèlement, le Syndicat a alerté le délégataire face à l'inflexion des résultats en pointant :

- les recettes et utilisations moins importantes qu'attendues ;
- un ajustement avec retard des charges au vu des recettes ;
- les problèmes de régulation du service ;
- une dérive des coûts informatiques ;
- un déploiement de stations plus coûteux que prévu ;
- une politique commerciale peu lisible.

Le Syndicat a accepté de discuter les mesures souhaitées par le Groupe Bolloré (après vérification de leur faisabilité juridique) en contrepartie des ajustements demandés sur des dépenses indument imputées à la DSP afin de réduire leur impact sur le grand équilibre de la DSP.

Les mesures envisagées étaient les suivantes :

- Augmentation du capital de la Société Autolib' (accord du SAVM en 2015, finalement non mis en œuvre par le groupe Bolloré en 2016 avec des frais financiers induits dans les comptes de la DSP) ;
- Modification de la grille tarifaire et augmentation des tarifs Premium (accord du SAVM, réalisation en 2016 et 2017) ;
- Création d'un abonnement gratuit (accord du SAVM, réalisation en 2016) ;
- Tarification pour la réservation de place (accord du SAVM, réalisation en 2017) ;
- Non versement des redevances aux villes (examen de principe par les communes sous réserve de l'aboutissement des négociations concernant les dépenses imputées par le groupe Bolloré sur la DSP) ;
- Services connexes comme la mise en place de consignes dans les espaces Autolib' (réalisation en 2016) ;

Le SAVM a également lancé un travail sur la mise en place de l'abonnement Autolib' sur le Pass Navigo et accompagné les discussions avec le STIF (réalisation en 2017).

Parallèlement à ces discussions, ce n'est que le 22 novembre 2016, dans un nouveau plan d'affaires actualisé que le délégataire a annoncé pour la première fois la possibilité d'un résultat net prévisionnel déficitaire au terme de la concession en 2023, à hauteur de 179,3M€. Toutefois, à ce stade, le délégataire entretenait la possibilité de ramener ce déficit en dessous de 60M€ au terme de la convention grâce notamment à l'adoption de mesures correctives, dont une bonne part étaient déjà à l'étude.

Le Syndicat a donc été très surpris de cette forte détérioration des comptes et n'a pas été en mesure d'agréer ce plan d'affaires. Les discussions se sont alors poursuivies à la fois sur les dépenses passées et les hypothèses futures. Faute d'accord, dès fin 2016, le Syndicat a diligenté un audit sur le service afin que des pistes de correction et d'amélioration puissent être trouvées dans une optique de rétablissement financier du service.

L'audit en question a été confié au cabinet Ernst & Young qui a rendu ses conclusions au printemps 2017. L'analyse réalisée a pointé les écarts au regard du plan d'affaires initial et des suivants et confirmé qu'une grande partie du déficit que l'entreprise souhaitait faire peser sur les collectivités était contestable. Il a par ailleurs procédé à une évaluation partagée des impacts financiers des mesures correctrices en débat entre le Syndicat et le délégataire.

Dans le cadre de cet audit, plusieurs mesures ont été proposées par le Syndicat :

- Réduction du coût informatique imputé dans la DSP (passé de 15 M€ en 2011 à 62 M€ en 2016). Il sera ramené à 34 M€ dans le plan d'affaires 2017;
- Acceptation de hausses des tarifs et abonnements dans une moindre mesure que celles proposées par le délégataire, soit 0.50 € tous les ans jusqu'en 2023 (augmentation opérée en 2017) ;
- Instauration du paiement des réservations (mis en place en 2017) et augmentation des tarifs de recharges qui pourraient générer 20 M€ de recettes supplémentaires d'ici 2023 ;
- Forte réduction des gestes commerciaux (économies de 20 M€ d'ici 2023) ;
- Recettes publicitaires avec la fixation d'un intéressement pour le Syndicat, qui impliquait de la publicité sur les voitures, (test dernier trimestre 2016, qui a démontré une très faible rentabilité) ;
- Arrêt du déploiement des stations les moins rentables, puis arrêt du déploiement de nouvelles stations dans les communes éloignées (décision effective dès 2017) ;
- Facturation aux communes des surcoûts des travaux d'installation des stations et de fermetures ponctuelles du service (en cours) ;
- Pause en 2016/2017 sur le développement du parc de véhicules avec ajustement des dépenses d'exploitation en conséquence (mise en œuvre fin 2016 et poursuite dans le plan d'affaires 2017).

Les conclusions de l'audit comprenaient des recommandations reprenant les propositions en débat :

- Côté Syndicat, il s'agissait d'augmenter les tarifs de manière raisonnable, d'expérimenter la publicité sur les voitures, d'accueillir de nouveaux services dans les espaces d'abonnement, de fermer les stations les plus déficitaires, de réduire la redevance d'occupation du domaine public versée par le délégataire et de permettre la circulation des Autolib' sur les voies de bus.
- Côté du délégataire, il s'agissait d'ajuster le parc de véhicules, d'ajuster ses dépenses en conséquence, d'améliorer la qualité du service, notamment l'entretien et la propreté des véhicules (41% des abonnés insatisfaits, étude CSA, novembre 2017), et de relancer le service avec une campagne de communication.

A la suite de cet audit et en raison de désaccords persistants, le Syndicat et le groupe Bolloré ont, conformément aux stipulations contractuelles (articles 69 et 70 de contrat de DSP), engagé une procédure de conciliation qui a débuté en septembre 2017.

Trois experts indépendants désignés par les parties ont remis un rapport en mars 2018 lequel, pour être mis en œuvre, devait obtenir l'assentiment des deux cocontractants.

Ainsi, les propositions suivantes ont été formulées par le Comité de conciliation :

- Les collectivités prendraient à leur charge 88M€ au titre du déficit passé ;
- Les collectivités et la société délégataire mettraient en œuvre des mesures permettant de redresser le service Autolib' ;
- L'entreprise délégataire serait seule responsable de l'éventuel déficit à venir, retrouvant ainsi un intérêt à redresser le service.

Le groupe Bolloré a annoncé au Syndicat le rejet des conclusions du Comité en avril 2018.

En parallèle de cette conciliation, en décembre 2017, le délégataire a transmis au Syndicat, un plan d'affaires actualisé qui aboutissait à une nouvelle lourde détérioration du résultat à l'échéance du contrat en 2023 à hauteur de - 293 M€. Ce dernier a fait l'objet d'une contestation immédiate par le Syndicat qui a décidé de saisir à nouveau un Comité de conciliation qui est actuellement en cours de constitution.

Il convient de souligner que le Syndicat s'est constamment engagé, pour sa part, dans une démarche de règlement amiable des différends en latence.

Par courrier en date du 25 mai 2018 et en application de l'article 63.2.2 du contrat de DSP, le groupe Bolloré a notifié au Syndicat le défaut d'intérêt économique de la concession et a demandé, sur ce même fondement, le versement de la compensation financière prévue en cette hypothèse d'un montant qu'il estime à 233,7 M€ soit 46,74 M€ par an jusqu'à la fin de la concession, se fondant unilatéralement sur le plan d'affaires actualisé 2017 qui n'a pas reçu l'agrément du Syndicat. De plus ce montant reste à parfaire et pourrait être réévalué, au moins chaque année, en vertu des stipulations de l'article 63.2.4 de la concession.

En application des stipulations des articles 63 et suivants de la Convention, en l'état des éléments avancés par la SA Bolloré qui ne permettent pas de retrouver un déficit inférieur à 60 millions d'euros au terme du contrat, le Syndicat se trouve face à une alternative.

1. Soit le Syndicat consent à payer la compensation demandée et par voie de conséquence agréé le plan d'affaires 2017 avec son déficit à ce jour de - 293,7M€ en 2023.

Dans ce cas, en vertu de l'article 63.2.2, le Syndicat devrait procéder dans un délai de 3 mois à compter de la notification au versement de la compensation exigée pour 2018 de 46,74 M€, soit au 25 août 2018 ; étant précisé que ce montant serait révisé chaque année jusqu'en 2023 au vu des résultats actualisés issus des prochains plans d'affaires annuels fournis par le délégataire ;

2. Soit, comme prévu à l'article 63.3, le Syndicat refuse de payer la compensation, conduisant automatiquement, de par la procédure imposée par la société Autolib', à la résiliation de la concession au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de la notification du courrier envoyé le 25 mai 2018.

Une indemnisation de rupture anticipée de contrat serait à arrêter sur la base d'un bilan de clôture des comptes de la DSP à fournir par le délégataire qui devrait comprendre, a minima, l'indemnisation de la valeur nette comptable des biens de retours, estimée à 23 M€ selon l'analyse faite par le Syndicat des liasses fiscales des comptes de la Société à fin 2016, montant avant actualisation des amortissements en cours.

Les autres postes envisageables feront l'objet de discussions contradictoires. Dans tous les cas, il est considéré que le total de l'indemnisation due au titre de la rupture anticipée du contrat devrait être significativement inférieur aux montants exigés par la SA Autolib', au titre des compensations établies sur la base du déficit estimé en 2023 par le plan d'affaires 2017 et ceux à venir, dans son courrier du 25 mai.

Un protocole de sortie avec la Société Autolib' serait à définir afin de régler l'ensemble des modalités de clôture de ce contrat, dans l'intérêt des usagers du service public.

Au regard des éléments ci-dessus développés et des deux scénarii exposés, et imposés par le délégataire, il est proposé au Comité syndical de refuser de procéder au versement de la compensation financière demandée par le délégataire et d'en tirer les conséquences contractuelles.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

DÉLIBÉRATION 2018 18 amendée

Délibération amendée portant sur le constat de la notification par la société Autolib' du défaut d'intérêt économique de la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques, sur le refus de verser la compensation spécifiée à l'article 63.2.2. de cette convention et sur le constat, en conséquence, de la résiliation de la convention

Séance du Comité Syndical du 21 juin 2018

Vu la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole en date du 8 février 2017 ;

Vu la Convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques conclue le 25 février 2011 avec la société Autolib' ;

Vu le courrier de la société Autolib' en date du 25 mai 2018 par laquelle cette dernière notifie le défaut d'intérêt économique de la Convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques conclue le 25 février 2011 et demande le versement d'une compensation financière d'un montant de 233,7 millions d'euros sur le fondement de l'article 63.2.2 de ladite Convention ;

Considérant que le Syndicat mixte Autolib' a conclu, le 25 février 2011, avec le Groupe Bolloré via la société Autolib', une convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques ;

Considérant qu'au sein de la Convention figure en Annexe A8-4 un Plan d'Affaire Conventionnel établi à partir d'un certain nombre d'hypothèses et que l'article 41.2 de la Convention stipule que ledit plan doit être actualisé au regard du « réalisé » sous la forme d'un Plan d'Affaires Actualisé (PAA) ;

Considérant que la Convention prévoit ainsi que ce PAA doit résulter d'un accord entre les parties à la Convention et, à défaut d'accord entre les parties, le Comité de suivi tel que prévu à l'article 69 de la Convention et le Comité de conciliation prévu à l'article 70 de la Convention doivent être saisis ;

Considérant qu'à la suite d'un défaut d'accord entre les parties concernant le PAA 2016, le Comité de suivi a été saisi conformément à l'article 41.2 de la Convention, puis le Comité de conciliation a été saisi à son tour le 28 avril 2017 ;

Considérant qu'aux termes de son rapport en date du 20 mars 2018, le Comité de conciliation propose un certain nombre de mesures d'amélioration du futur (notamment, diminution de la redevance pour occupation de la voirie, fermeture des stations en voirie dépourvues d'intérêt économique, fermeture de stations en parking dépourvues d'intérêt économique, indemnisation des fermetures de stations dues à des causes extérieures, indemnisation du vandalisme, hausse de la tarification des recharges, campagne promotionnelle sur le mobilier urbain, circulation des Autolib' sur les voies de bus, taxe sur la consommation finale d'électricité, publicité sur les voitures, stations dans les aéroports) et de règlement du passé ; qu'à cet égard, le Comité de conciliation a proposé le versement d'une compensation par le Syndicat à hauteur de 88 millions d'euros au titre du passé afin de rétablir l'équilibre du service tout en précisant que ce chiffrage n'est pas l'estimation d'un préjudice réel et ne résulte pas d'un calcul mathématique rigoureux et incontestable et qu'il ne s'agit que d'une appréciation chiffrée aux fins de conciliation ; qu'en outre, en contrepartie, il est proposé que le concessionnaire accepte d'assumer le risque commercial pour la durée restant à courir et s'engage à reverser l'éventuel bénéfice d'exploitation au Syndicat ;

Considérant qu'à la suite de la remise de ce rapport, la société Autolib' a notifié au Syndicat son refus d'accepter la proposition du Comité de conciliation dans son intégralité ; qu'ainsi, en raison de ce refus, les parties ne sont pas parvenues à s'entendre sur une solution acceptable comme l'organise l'article 70.2.2 de la Convention, aucun accord n'étant trouvé sur le montant du PAA 2016 ;

Considérant que, par la suite, par un courrier en date du 25 mai 2018, la Société Autolib' a notifié au Syndicat le défaut d'intérêt économique de la Convention en application de l'article 63.2.1 de la Convention et sollicité le versement, sur le fondement de l'article 63.2.2, de la compensation financière qu'elle estime à 233,7 millions d'euros au total, soit 46,74 millions d'euros par an à parfaire sur la base du PAA 2017 qui n'a pas fait l'objet d'agrément de la part du Syndicat ;

Considérant en effet qu'aux termes de l'article 63 de la Convention intitulé « Résiliation pour absence d'intérêt économique », en particulier l'article 63.1, « si malgré tous les efforts du Concessionnaire qui assure le Service Public AUTOLIB' conformément aux dispositions de la Convention, et en l'absence de manquement grave de ce dernier, les comptes du concessionnaire font apparaître, en raison notamment de l'aléa commercial, des pertes d'une ampleur exceptionnelle sans que le Plan d'Affaire Actualisé ne prévoit de perspective d'amélioration, la Concession sera considérée comme ne présentant pas d'intérêt économique » ;

Considérant en outre que l'article 63.2.1 de la Convention intitulé « Définition du défaut d'intérêt économique » définit ledit défaut dans les termes qui suivent : « les Parties conviennent que la Concession ne présente pas d'intérêt économique lorsque le Plan d'Affaire Actualisé ne permet pas de constater le retour à un montant de pertes inférieur à SOIXANTE (60) millions d'euros au terme de la Concession » ;

Considérant que l'article 63.2.2 de la Convention intitulé « Notification d'un défaut d'intérêt économique » énonce que « le Concessionnaire notifiera cette situation au concédant. Ce dernier s'engage alors à procéder, dans un délai de trois (3) mois à compter de ladite notification, au versement d'une compensation financière correspondant à la différence entre le résultat net cumulé négatif jusqu'au terme de la Concession tel que prévu dans le Plan d'Affaire Actualisé et le montant de SOIXANTE (60) millions d'euros de pertes, le solde de cette différence étant divisé par le nombre d'années de la Concession restant à courir et versé chaque année au Concessionnaire par le Concédant » ;

Considérant que, dans ces conditions, la société Autolib' a, par son courrier en date du 25 mai 2018, déclenché formellement la procédure définie par l'article 63 de la Convention dans la mesure où elle y soutient que « le défaut d'intérêt économique de la Concession ne fait pas de doute » ;

Considérant que le Syndicat prend acte du défaut d'intérêt économique de la Convention, nonobstant le désaccord persistant sur le montant exact des PAA pour les années 2016 et 2017 ainsi que sur le montant de la compensation financière, réclamée par la société Autolib' dans son courrier du 25 mai 2018, qu'elle estime à 233,7 millions d'euros au total ;

Considérant qu'en effet le Syndicat n'a pas approuvé et n'entend toujours pas approuver le PAA tel qu'évalué par la société Autolib', lequel ne peut résulter que « d'un accord entre les parties » ; que d'ailleurs le Comité de Conciliation lui-même n'a pas approuvé les PAA proposés au titre des années 2016 et 2017 ; que si le Comité de Conciliation a proposé une compensation à hauteur de 88 millions d'euros (au titre de l'apurement du passé), ce montant demeure très éloigné de la somme réclamée par la société Autolib', à savoir 233,7 millions d'euros, pour poursuivre la convention de Concession jusqu'à son terme ;

Considérant qu'il résulte de l'article 63.2.2 de la Convention qu'à compter de la réception du courrier par lequel la société Autolib' a notifié le défaut d'intérêt économique, le Syndicat dispose en principe d'un délai de trois mois pour procéder au versement de la compensation en cause ;

Considérant à cet égard que l'article 63.3 de la Convention prévoit l'opposition éventuelle du Syndicat en indiquant que « si le Concédant ne souhaite pas verser les compensations spécifiées à l'article 63.2.2, et après un délai d'un mois à compter de la réception par le Concédant de la notification prévue à l'article 63.2.2 faite par le Concessionnaire ou, le cas échéant, de l'avis du Comité de Conciliation prévu à l'article 63.2.5, les Parties conviennent que la Concession sera résiliée à cette date, et le régime d'indemnisation de l'article 61 s'appliquera » ;

Considérant ainsi qu'en application de l'article 63.3 de la Convention, le Syndicat peut, dans un délai d'un mois à compter de la notification par le concessionnaire du défaut d'intérêt économique, notifier à ce dernier sa décision de refuser le versement de la compensation définie par l'article 63.2.2 de la Convention ;

Considérant par ailleurs, qu'en application du même article 63.3 de la Convention, dans l'hypothèse où le Syndicat notifie son refus de verser la compensation financière définie par l'article 63.2.2 de la Convention, la Convention sera résiliée automatiquement dans le délai

d'un mois suivant la réception par le Syndicat de la notification par le concessionnaire du défaut d'intérêt économique ;

Considérant qu'en égard à ce qui précède le Syndicat entend refuser de payer la compensation financière spécifiée par l'article 63.2.2 de la Convention ;

Considérant qu'en pareille hypothèse et en application de l'article 63.3 de la Convention susvisée, la Convention sera résiliée et le régime d'indemnisation de l'article 61 de la Convention s'appliquera conformément aux stipulations de l'article 63.3 de ladite Convention ;

Considérant que l'indemnisation de la société Autolib' par le Syndicat ne pourra toutefois intervenir qu'une fois communication faite par cette dernière du montant d'indemnisation estimé en application de l'article 61 précité et de l'ensemble des justificatifs et données financières nécessaires au Syndicat pour vérifier le calcul dudit montant, notamment du bilan de clôture spécifié à l'article 59 de la Convention ;

Considérant par ailleurs qu'en égard aux conséquences techniques et financières résultant de cette résiliation en application de l'article 63.3 de la Convention, la conclusion d'un protocole de sortie avec la société Autolib' sera nécessaire afin de régler l'ensemble des modalités opérationnelles de fin de la Convention ;

Considérant que, le Syndicat a proposé à la Société Autolib', dans l'intérêt des usagers du service public, de différer, par avenant à la Convention, la prise d'effet de cette résiliation, ce que la Société Autolib' a formellement refusé par courrier en date du 19 juin 2018 ;

Considérant que le Syndicat ne souhaite ni reprendre le service public en régie ni le confier par convention de délégation de service public à un autre délégataire.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : PREND ACTE de la notification par la société Autolib' du défaut d'intérêt économique de la Convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques (la Convention), effectuée par courrier en date du 25 mai 2018 en application de l'article 63.2.2 de la convention ;

Article 2 : CONFIRME que le Syndicat n'a jamais approuvé et n'entend toujours pas approuver le Plan d'Affaire Actualisé au titre de l'année 2016 non plus que le Plan d'Affaire Actualisé au titre de l'année 2017 tel qu'évalués par la société Autolib', lesquels ne peuvent résulter que « d'un accord entre les parties », étant donnée la contestation par le Syndicat des postes et quantum présentés ;

Article 3 : REFUSE en application de l'article 63.3 de la Convention, le versement de la compensation sollicitée par la société Autolib', sur le fondement de l'article 63.2.2., dans son courrier en date du 25 mai 2018, et évaluée de manière unilatérale par la société Autolib' à la somme de 233,7 millions d'euros au total, soit 46,74 millions d'euros par an à parfaire, laquelle évaluation est expressément réfutée par le Syndicat ;

Article 4 : CONSTATE en application de l'article 63.3, la résiliation de la Convention au 25 juin 2018 ;

Article 5 : CONSTATE que l'indemnisation de la société Autolib' par le Syndicat ne pourra toutefois intervenir qu'une fois communication par cette dernière du montant d'indemnisation estimé en application de l'article 61 de la Convention et de l'ensemble des justificatifs et données financières nécessaires au Syndicat pour vérifier le calcul dudit montant, notamment du bilan de clôture spécifié à l'article 59 de la Convention ;

Article 6 : DEMANDE à la société Autolib' la production de tous les justificatifs, données financières et le bilan de clôture précités ;

Article 7 : AUTORISE Madame la Présidente du Syndicat à négocier avec la Société Autolib' un protocole de sortie de la Convention.

Article 8 : PREND ACTE qu'à compter de la prise d'effet de la résiliation de la Convention, le service public Autolib' ne sera ni repris en régie par le Syndicat, ni confié par convention de délégation de service public à un autre délégataire.

La Présidente,



Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement